

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Anne-de-Bellevue

Code géographique : 66117

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michael Finnerty, atteste la véracité du rapport financier
de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-20 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-04-28

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-04-28

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	10 124 070	10 038 607			10 038 607	9 875 574
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 742 990	4 719 933			4 719 933	7 257 793
Quotes-parts	3						
Transferts	4	131 622	3 176 221			3 176 221	276 743
Services rendus	5	331 657	148 063			148 063	168 174
Imposition de droits	6	216 290	2 477 903			2 477 903	486 710
Amendes et pénalités	7	50 000	203 971			203 971	156 607
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	59 875	95 347			95 347	112 414
Autres revenus	10		29 549			29 549	24 327
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	17 656 504	20 889 594			20 889 594	18 358 342
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		418 172			418 172	1 639 487
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	16						
Autres	17		2 446			2 446	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18						
	19		420 618			420 618	1 639 487
	20	17 656 504	21 310 212			21 310 212	19 997 829
Charges							
Administration générale	21	2 718 048	3 533 433	96 835		3 630 268	3 786 442
Sécurité publique	22	4 980 270	4 979 227	9 174		4 988 401	5 086 269
Transport	23	4 367 552	4 067 564	1 576 238		5 643 802	5 632 794
Hygiène du milieu	24	997 386	1 019 843	276 767		1 296 610	1 306 020
Santé et bien-être	25	9 665	99 303			99 303	102 969
Aménagement, urbanisme et développement	26	791 942	831 026			831 026	763 440
Loisirs et culture	27	1 970 568	2 163 560	231 582		2 395 142	2 114 703
Réseau d'électricité	28						
Frais de financement	29	1 117 930	208 203			208 203	201 677
Effet net des opérations de restructuration	30						
Amortissement des immobilisations	31	2 096 796	2 190 596	(2 190 596)			
	32	19 050 157	19 092 755			19 092 755	18 994 314
Excédent (déficit) de l'exercice	33	(1 393 653)	2 217 457			2 217 457	1 003 515

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 393 653)	2 217 457	1 003 515
Moins: revenus d'investissement	2	()	(420 618)	(1 639 487)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 393 653)	1 796 839	(635 972)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 096 796	2 190 596	2 254 954
Produit de cession	5			3 040
(Gain) perte sur cession	6			(3 040)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 096 796	2 190 596	2 254 954
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(729 000)	(620 996)	(669 179)
	18	(729 000)	(620 996)	(669 179)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(76 468)	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		179 702	192 295
Excédent de fonctionnement affecté	21	357 700	43 575	369 093
Réserves financières et fonds réservés	22	(281 843)	(368 096)	(287 607)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(50 000)	(59 358)	(42 619)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	25 857	(280 645)	231 162
	26	1 393 653	1 288 955	1 816 937
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 085 794	1 180 965

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		420 618	1 639 487
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	)	( 98 618)
Sécurité publique	3 (	)	)	( 32 260)
Transport	4 (	)	1 017 330)	(5 092 640)
Hygiène du milieu	5 (	)	31 258)	(550 330)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	)	65 287)	(84 876)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	)	1 113 875)	(5 858 724)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		3 500 000	(73 827)
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		76 468	
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		7 880	76 000
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		444 920	770 138
	18		529 268	846 138
	19		2 915 393	(5 086 413)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		3 336 011	(3 446 926)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	2 937 168	2 898 479	2 825 931
Charges sociales	2	673 497	716 540	715 871
Biens et services	3	3 381 129	3 205 514	2 983 802
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	296 390	143 766	159 371
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		31 215	42 306
D'autres tiers	7	821 540		
Autres frais de financement	8		33 222	
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	8 843 637	9 787 078	9 953 658
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13		34 987	24 141
Amortissement des immobilisations	14	2 096 796	2 190 596	2 254 954
Autres				
- Réclamations	15		7 783	4 971
- Autres	16		43 575	29 309
-	17			
	18	19 050 157	19 092 755	18 994 314

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	10 124 070	10 038 607	9 875 574
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 742 990	4 719 933	7 257 793
Quotes-parts	3			
Transferts	4	131 622	3 594 393	1 916 230
Services rendus	5	331 657	148 063	168 174
Imposition de droits	6	216 290	2 477 903	486 710
Amendes et pénalités	7	50 000	203 971	156 607
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	59 875	95 347	112 414
Autres revenus	10		31 995	24 327
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	17 656 504	21 310 212	19 997 829
Charges				
Administration générale	14	2 805 021	3 630 268	3 786 442
Sécurité publique	15	4 990 178	4 988 401	5 086 269
Transport	16	5 846 397	5 643 802	5 632 794
Hygiène du milieu	17	1 306 165	1 296 610	1 306 020
Santé et bien-être	18	9 665	99 303	102 969
Aménagement, urbanisme et développement	19	793 178	831 026	763 440
Loisirs et culture	20	2 181 623	2 395 142	2 114 703
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 117 930	208 203	201 677
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 050 157	19 092 755	18 994 314
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 393 653)	2 217 457	1 003 515
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		23 341 772	22 370 001
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		30 480	(1 264)
Solde redressé	28		23 372 252	22 368 737
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		25 589 709	23 372 252

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 393 653)	2 217 457	1 003 515
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	1 113 875 ) (	5 858 724)
Produit de cession	3			3 040
Amortissement	4	2 096 796	2 190 596	2 254 954
(Gain) perte sur cession	5			(3 040)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	2 096 796	1 076 721	(3 603 770)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(452)	(882)
	11		(452)	(882)
	12	703 143	3 293 726	(2 601 137)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	703 143	3 293 726	(2 601 137)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 092 509)	(4 459 628)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		30 480	(1 264)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 062 029)	(4 460 892)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(3 768 303)	(7 062 029)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 973 287	
Débiteurs (note 5)	2	2 701 251	3 103 191
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>6 674 538</u>	<u>3 103 191</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		1 908 042
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 507 869	2 189 872
Revenus reportés (note 12)	12	126 938	112 413
Dette à long terme (note 13)	13	7 913 966	5 149 163
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	894 068	805 730
	15	<u>10 442 841</u>	<u>10 165 220</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(3 768 303)</u>	<u>(7 062 029)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	29 356 678	30 433 399
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 334	882
	21	<u>29 358 012</u>	<u>30 434 281</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>25 589 709</u>	<u>23 372 252</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015 Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 217 457	1 003 515
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 190 596	2 254 954
Autres			
- Gain sur disposition	3		(3 040)
- Redressement	4		(1 264)
	5	4 408 053	3 254 165
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	401 940	127 632
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(682 003)	257 469
Revenus reportés	9	14 525	22 553
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	88 338	86 920
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(452)	(882)
	14	4 230 401	3 747 857
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 113 875)	(5 858 724)
Produit de cession	16		3 040
	17	(1 113 875)	(5 855 684)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	3 500 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(729 000)	(801 100)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(6 197)	(21 837)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 764 803	(822 937)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	5 881 329	(2 930 764)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(1 908 042)	1 022 722
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	(1 908 042)	1 022 722
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	3 973 287	(1 908 042)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue est un organisme municipal créé le 1 janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003, chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

S/O

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Catégories	Taux/période
Infrastructures	5, 10, 15, 20, 25, 30 et 40 ans
Bâtiments	10, 20, 25 et 40 ans
Véhicules	5, 7, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3, 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans
Améliorations locatives	10 ans

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : DMERCA.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	730 643	735 062
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	1 395 336	1 853 152
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	104 280	167 053
Organismes municipaux	7	262 223	308 941
Autres			
- Divers	8	208 769	38 983
-	9		
	10	2 701 251	3 103 191
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	747 915	855 919
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	747 915	855 919
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (894 068)	(805 730)
	28 (894 068)	(805 730)
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 90 970	89 100
Régimes à cotisations déterminées	31 146 762	147 430
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 19 940	19 807
	34 257 672	256 337
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière des marges de crédit d'un montant total autorisé de 4 000 000\$. Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel (2,70% au 31 décembre 2016). Au 31 décembre 2016, ces marges de crédit sont inutilisées.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 727 014	515 741
Salaires et avantages sociaux	39 600 696	495 576
Dépôts et retenues de garantie	40 61 012	1 029 557
Provision pour contestations d'évaluation	41	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Organismes municipaux	44 76 175	111 195
- Intérêts dette @ long terme	45 38 232	32 293
- Autres	46	5 510
- Gouv. du Québec	47 4 740	
-	48	
	49 1 507 869	2 189 872
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50 7 845	922
Transferts	51 37 876	30 274
Fonds parcs et terrains de jeux	52 81 217	81 217
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
-	56	
-	57	
-	58	
-	59	
	60 126 938	112 413

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
13. Dette à long terme						
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	2,67	2017	2036	61	7 942 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	
Organismes municipaux					66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	
					69	7 942 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(28 034)
					71	(21 837)
						7 913 966
						5 149 163

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2016</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2017	72	80	852 800	88	97	105	852 800
2018	73	81	828 800	89	98	106	828 800
2019	74	82	594 300	90	99	107	594 300
2020	75	83	559 700	91	100	108	559 700
2021	76	84	361 100	92	101	109	361 100
2022 et +	77	85	4 745 300	93	102	110	4 745 300
	78	86	7 942 000	94	103	111	7 942 000
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	7 942 000	96	104	113	7 942 000

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(3 768 303)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()
Autres	116	()
	117	(3 768 303)
		(7 062 029)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	7 195 907	146	220 415	173		200	7 416 322
Eaux usées	119	4 098 029	147	361 173	174		201	4 459 202
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	22 505 009	148	2 156 383	175		202	24 661 392
Autres	121	9 183 806	149	(138 817)	176	39 340	203	9 005 649
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	3 924 264	151	65 287	178		205	3 989 551
Améliorations locatives	124	37 023	152		179		206	37 023
Véhicules	125	1 377 516	153	230 593	180		207	1 608 109
Ameublement et équipement de bureau	126	378 425	154		181		208	378 425
Machinerie, outillage et équipement divers	127	1 038 682	155		182		209	1 038 682
Terrains	128	848 672	156		183	(39 340)	210	888 012
Autres	129	769 807	157		184		211	769 807
	130	<u>51 357 140</u>	158	<u>2 895 034</u>	185		212	<u>54 252 174</u>
Immobilisations en cours	131	<u>1 823 574</u>	159	<u>(1 781 159)</u>	186		213	<u>42 415</u>
	132	<u>53 180 714</u>	160	<u>1 113 875</u>	187		214	<u>54 294 589</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	3 271 445	161	209 842	188		215	3 481 287
Eaux usées	134	2 257 303	162	96 821	189		216	2 354 124
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	9 886 465	163	987 272	190		217	10 873 737
Autres	136	3 461 454	164	533 821	191		218	3 995 275
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	1 431 232	166	138 056	193		220	1 569 288
Améliorations locatives	139	33 320	167	3 702	194		221	37 022
Véhicules	140	787 049	168	104 539	195		222	891 588
Ameublement et équipement de bureau	141	340 500	169	13 639	196		223	354 139
Machinerie, outillage et équipement divers	142	719 422	170	60 868	197		224	780 290
Autres	143	559 125	171	42 036	198		225	601 161
	144	<u>22 747 315</u>	172	<u>2 190 596</u>	199		226	<u>24 937 911</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>30 433 399</u>					227	<u>29 356 678</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	244	1 334	882
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	1 334	882
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 841 437 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les quatre prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2017	573 046 \$
2018	114 852 \$
2019	22 049 \$
2020	19 738 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

La ville a déposé des avis de réserve à l'encontre de certains lots. À l'expiration de ces avis, les propriétaires pourront introduire des recours en dommages devant le Tribunal administratif du Québec. Il est présentement impossible d'évaluer les sommes qui

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

pourraient être réclamées. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2015, le solde de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs a été redressé d'un montant de 30 480\$ afin de corriger le montant des subventions reçues et affectées au remboursement de la dette à long terme.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016:

État de la situation financière

Débiteurs	30 480 \$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(30 480)\$

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

	2016	2015
Encaisse	250 3 973 287	
Découvert bancaire	251 ()	(1 908 042)
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 ()	()
-	257 ()	()
-	258 ()	()
-	259 ()	()
-	260 ()	()
-	261 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262 3 973 287	(1 908 042)

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	267

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	270
Autres charges	271
	272
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	() (
	279		
	280		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	() (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 892 359	2 880 336
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 360 950	518 336
Réserves financières et fonds réservés	3	1 123 009	1 199 833
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(30 714) ) (	28 644)
Financement des investissements en cours	5	(3 979 916)	(7 315 927)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 162 593	26 118 318
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[]	[]
	8	25 589 709	23 372 252
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 892 359	2 880 336
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	2 892 359	2 880 336
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		7 798
-	13		19 094
- Budget	14	357 700	357 700
- Stationnement	15	3 250	3 250
-	16		130 494
- Transfert - Hôpital	17	3 000 000	
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 360 950	518 336
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	22		
	23		
	24		
	25		
	26	3 360 950	518 336
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	979 157	1 199 833
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34		
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36	143 852	
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	1 123 009	1 199 833
	43	1 123 009	1 199 833

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 (	(30 714)) (
Régimes non capitalisés		28 644)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 (	(30 714)) (
		28 644)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres		
-	53 () (
-	54 () (
	55 (	(30 714)) (
		28 644)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres		
-	61 () (
-	62 () (
	63 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres		
-	67 () (
-	68 () (
	69 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (	(30 714)) (
		28 644)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76	
Investissements à financer	77 (3 979 916 ) (	( 7 315 927)
	78 (3 979 916)	(7 315 927)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 29 356 678	30 433 399
Propriétés destinées à la revente	80	
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 29 356 678	30 433 399
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 7 913 966	5 149 163
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 28 034	21 837
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (747 915 ) (	( 855 919)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () (()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () (()
	90 7 194 085	4 315 081
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 7 194 085	4 315 081
	93 22 162 593	26 118 318

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58
	_____	_____	_____
			<u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est un régime d'assurances collectives à prestations déterminées offrant des protections d'assurance-vie et de mort et mutilation accidentelle (MMA) à tous les employés de la Ville à compter de leur retraite.

Les protections ainsi que les montants d'assurance sont déterminés en fonction de la date de retraite et l'âge atteint du retraité conformément au tableau ci-dessous.

	Protections	Montant
	-----	-----
Retraite avant le 1 juillet 2006	Vie	4 000\$

Retraite du 1er juillet 1996 au 31 août 1998

Vie et MMA 100% du salaire avec réduction de 50% à 65 ans et d'un autre 50% du montant restant à 70 ans

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Retraite du 1er septembre 1998 au 31 décembre 2005

Protection individuelle à la retraite Vie et MMA 50% du salaire avec réduction de 50% à 70 ans

Protection familiale à la retraite Vie et MMA 100% du salaire avec réduction de 50% à 70 ans

Retraite à compter du 1er janvier 2006 Vie 100% du salaire

Les primes exigibles à l'égard de ces protections sont entièrement assumées par la Ville.

Date de la plus récente évaluation actuarielle - Janvier 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (805 730)	(718 810)
Charge de l'exercice	60 (90 970)	(89 100)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 2 632	2 180
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>894 068</u>)	(<u>805 730</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (809 438)	(712 290)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 (84 630)	(93 440)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>894 068</u>)	(<u>805 730</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 73 610	74 510
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	68
	68 73 610	74 510
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 73 610	74 510
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 (8 810)	(8 430)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	73
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	74
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	75
Autres	75	76
-	76	77
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 64 800	66 080
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 26 170	23 020
Charge de l'exercice	79 90 970	89 100
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80	81
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,50 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87	88
Autres hypothèses économiques	88	89
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Les cotisations des employés cadres correspondent à 9% du salaire versé, celles des employés cols blancs représentent 5% du salaire versé alors que celles des employés cols bleus correspondent à 7% du salaire versé. Les contributions de la ville correspondent à celles des employés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Charge de l'exercice		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations de l'employeur	91	<u>146 762</u>	<u>147 430</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM 97	4 286	4 258
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	14 445	14 351
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	5 495	5 456
100	19 940	19 807

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	7 942 000
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 979 916
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	747 915
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	11 174 001
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
--	-----------	--

Endettement net à long terme	16	11 174 001
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	55 856
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	11 229 857
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	10 438 000
---	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	10 438 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	21 667 857
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 541 806	9 491 834	8 512 981
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			818 303
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	9 541 806	9 491 834	9 331 284
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	555 000	518 779	516 022
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	27 264	27 994	28 268
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	582 264	546 773	544 290
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	582 264	546 773	544 290
	26	10 124 070	10 038 607	9 875 574

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 643 864	642 066	634 604
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28	1 854	
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 643 864	643 920	634 604
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	797 074	11 823
Cégeps et universités	33 1 828 729	2 039 554	2 201 637
Écoles primaires et secondaires	34 104 255	112 133	306 386
	35 1 932 984	2 948 761	2 519 846
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 2 576 848	3 592 681	3 154 450
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 4 166 142	1 126 740	4 101 662
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	512	1 681
Taxes d'affaires	43		
	44 4 166 142	1 127 252	4 103 343
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 6 742 990	4 719 933	7 257 793

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		1 052
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	30 957	42 010
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	258	296
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	35 000	41 608
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	54 000	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	3 000 000	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		54 310
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	20 655	20 655
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	21 967	9 836
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	131 622	169 767

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		70 000
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	63 172	1 569 487
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	134 592	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	220 408	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	418 172	1 639 487

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	54 366	106 976
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138	54 366	106 976
TOTAL DES TRANSFERTS	139 131 622	3 594 393	1 916 230

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142	150 000	
	143	150 000	
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	9 135	18 000
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	9 135	18 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		567
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		567
Réseau d'électricité			
	180		
	181	150 000	18 567

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	27 457	18 474	13 602
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184		3 483	648
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	15 300	9 981	11 248
Santé et bien-être	191	5 000		
Aménagement, urbanisme et développement	192	4 000	1 100	2 397
Loisirs et culture	193	129 900	105 890	121 712
Réseau d'électricité	194			
	195	181 657	138 928	149 607
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	331 657	148 063	168 174
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	22 040	32 456	33 892
Droits de mutation immobilière	198	194 250	2 444 733	451 925
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200		714	893
	201	216 290	2 477 903	486 710
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	50 000	203 971	156 607
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	59 875	95 347	112 414
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			3 040
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		31 995	11 771
Autres	212			9 516
	213		31 995	24 327
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	145 955	160 756		160 756	148 387
Greffe et application de la loi	2	310 666	353 597	3 702	357 299	324 861
Gestion financière et administrative	3	1 000 093	1 008 018	42 782	1 050 800	1 000 949
Évaluation	4	86 987	86 987		86 987	89 477
Gestion du personnel	5					
Autres						
-	6	1 174 347	1 924 075	50 351	1 974 426	2 222 768
-	7					
	8	2 718 048	3 533 433	96 835	3 630 268	3 786 442
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 942 080	2 942 080		2 942 080	2 989 133
Sécurité incendie	10	1 602 486	1 602 486		1 602 486	1 660 739
Sécurité civile	11	9 665	9 665	9 174	18 839	26 703
Autres	12	426 039	424 996		424 996	409 694
	13	4 980 270	4 979 227	9 174	4 988 401	5 086 269
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 330 499	1 088 638	1 515 790	2 604 428	2 570 596
Enlèvement de la neige	15	391 836	356 264	21 216	377 480	484 226
Éclairage des rues	16	130 784	112 634	4 217	116 851	148 586
Circulation et stationnement	17	63 344	66 671	35 015	101 686	85 276
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 451 089	2 382 466		2 382 466	2 292 980
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21		60 891		60 891	51 130
	22	4 367 552	4 067 564	1 576 238	5 643 802	5 632 794

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Budget 2016		Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	232 000	199 715		199 715	190 203
Réseau de distribution de l'eau potable	24	376 593	55 042	175 433	230 475	252 746
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	90 374	59 049	96 821	155 870	154 917
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	156 469	522 663	1 108	523 771	538 169
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	95 525	88 839		88 839	138 645
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	40 400	46 778	3 405	50 183	
Traitement	32					
Matériaux secs	33		15 557		15 557	
Autres	34		704		704	
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38		23 196		23 196	22 615
Autres	39	6 025	8 300		8 300	8 725
	40	997 386	1 019 843	276 767	1 296 610	1 306 020
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	9 665	86 738		86 738	90 187
Sécurité du revenu	42					
Autres	43		12 565		12 565	12 782
	44	9 665	99 303		99 303	102 969
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	560 898	547 409		547 409	574 078
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47		25 129		25 129	24 582
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	216 546	228 442		228 442	162 813
Tourisme	49		28 113		28 113	
Autres	50					
Autres	51	14 498	1 933		1 933	1 967
	52	791 942	831 026		831 026	763 440

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	103 696	63 612	15 113	78 725	96 186
Patinoires intérieures et extérieures	54	66 786	97 218		97 218	95 755
Piscines, plages et ports de plaisance	55	178 673	161 135	6 110	167 245	158 086
Parcs et terrains de jeux	56	303 769	460 900	209 392	670 292	548 348
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	117 618	126 936		126 936	115 117
Autres	59	531 242	579 960	967	580 927	466 652
	60	1 301 784	1 489 761	231 582	1 721 343	1 480 144
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	316 051				
Bibliothèques	62	352 733	357 748		357 748	329 746
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		316 051		316 051	304 813
	66	668 784	673 799		673 799	634 559
	67	1 970 568	2 163 560	231 582	2 395 142	2 114 703
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	288 390	167 440		167 440	189 530
Autres frais	70	829 540	7 541		7 541	12 147
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		26 170		26 170	
Autres	72		7 052		7 052	
	73	1 117 930	208 203		208 203	201 677
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75	2 096 796	2 190 596	(2 190 596)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-04-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		10 038 607
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		_____
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____	10 _____
Revenus de taxes	11		10 038 607

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	10 038 607
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>10 038 607</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 182 668
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>3 182 668</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>6 855 939</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>691 758 205</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>692 098 505</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>691 928 355</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>6 855 939</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>691 928 355</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| | | , | 9 | 9 | 0 | 8 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	9 995	210 420
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	21 263	339 910
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	701 321	4 723 249
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		136 931
Édifices communautaires et récréatifs	14	65 287	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	316 009	401 650
Ameublement et équipement de bureau	18		46 564
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 113 875	5 858 724

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	9 995	210 420
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	21 263	339 910
Autres infrastructures	27	701 321	4 723 249
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	381 296	585 145
	34	1 113 875	5 858 724

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	5 171 000	3 500 000	729 000	7 942 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	5 171 000	3 500 000	729 000	7 942 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	4 315 081	3 500 000	620 996	7 194 085
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	4 315 081	3 500 000	620 996	7 194 085
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	855 919		108 004	747 915
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	855 919		108 004	747 915
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	855 919		108 004	747 915
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	855 919		108 004	747 915
	26	5 171 000	3 500 000	729 000	7 942 000
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	5 171 000	3 500 000	729 000	7 942 000

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	86 987	86 987	89 477
Autres	3	730 687	1 582 582	1 797 078
Sécurité publique				
Police	4	2 942 080	2 942 080	2 989 133
Sécurité incendie	5	1 602 486	1 602 486	1 660 739
Sécurité civile	6	9 665	9 665	7 866
Autres	7	41 560	41 560	43 264
Transport				
Réseau routier	8	7 732	7 732	7 866
Transport collectif	9	2 382 466	2 382 466	2 292 980
Autres	10	60 891	60 891	51 130
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	288 022	288 022	309 729
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	23 196	23 196	22 615
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	9 665	86 738	90 187
Autres	17	12 565	12 565	12 782
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	28 996	28 996	20 649
Rénovation urbaine	19	25 129	25 129	24 582
Promotion et développement économique	20	137 246	151 719	113 725
Autres	21	1 933	1 933	1 967
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	136 279	136 279	113 076
Activités culturelles	23	316 052	316 052	304 813
Réseau d'électricité				
	24			
	25	8 843 637	9 787 078	9 953 658

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	13,00	35,00	21 209,00	955 264	207 166	1 162 430
Professionnels	2						
Cols blancs	3	20,00	35,00	37 445,00	912 112	231 379	1 143 491
Cols bleus	4	15,00	36,00	30 929,00	925 624	240 450	1 166 074
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	48,00		89 583,00	2 793 000	678 995	3 471 995
Élus	9	7,00			105 479	37 545	143 024
	10	55,00			2 898 479	716 540	3 615 019

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		39 301	95 291		134 592
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	258	64 359	156 049		220 666
Autres	16	3 135 570	63 172	40 393		3 239 135
	17	3 135 828	166 832	291 733		3 594 393

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefte et application de la loi	1	353 597	27		3 702	53		357 299	79		105	357 299	131			
Évaluation	2	86 987	28			54		86 987	80		106	86 987	132			
Autres	3	3 092 849	29		93 133	55		3 185 982	81	18 474	107	3 167 508	133		40 763	
	4	3 533 433	30		96 835	56		3 630 268	82	18 474	108	3 611 794	134		40 763	
Sécurité publique																
Police	5	2 942 080	31			57		2 942 080	83		109	2 942 080	135			
Sécurité incendie	6	1 602 486	32			58		1 602 486	84		110	1 602 486	136		37	
Sécurité civile	7	9 665	33		9 174	59		18 839	85		111	18 839	137			
Autres	8	424 996	34			60		424 996	86		112	424 996	138			
	9	4 979 227	35		9 174	61		4 988 401	87		113	4 988 401	139		37	
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	1 088 638	36		1 515 790	62		2 604 428	88	3 483	114	2 600 945	140		167 269	
Enlèvement de la neige	11	356 264	37		21 216	63		377 480	89	9 135	115	368 345	141			
Autres	12	179 305	38		39 232	64		218 537	90		116	218 537	142			
Transport collectif	13	2 382 466	39			65		2 382 466	91		117	2 382 466	143			
Autres	14	60 891	40			66		60 891	92		118	60 891	144			
	15	4 067 564	41		1 576 238	67		5 643 802	93	12 618	119	5 631 184	145		167 269	
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	199 715	42			68		199 715	94		120	199 715	146			
Traitement des eaux usées	17	55 042	43		175 433	69		230 475	95		121	230 475	147		15	
Réseaux d'égout	18		44			70			96		122		148			
	19	59 049	45		96 821	71		155 870	97		123	155 870	149		94	
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés	20	522 663	46		1 108	72		523 771	98	4 624	124	519 147	150			
Matières recyclables	21	151 878	47		3 405	73		155 283	99	5 357	125	149 926	151			
Autres	22		48			74			100		126		152			
Cours d'eau	23		49			75			101		127		153			
Protection de l'environnement	24	23 196	50			76		23 196	102		128	23 196	154			
Autres	25	8 300	51			77		8 300	103		129	8 300	155			
	26	1 019 843	52		276 767	78		1 296 610	104	9 981	130	1 286 629	156		109	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	86 738	172	187	86 738	202	217	86 738	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159	12 565	174	189	12 565	204	219	12 565	234			
	160	99 303	175	190	99 303	205	220	99 303	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	547 409	176	191	547 409	206	1 100 221	546 309	236			
Rénovation urbaine	162	25 129	177	192	25 129	207	222	25 129	237			
Promotion et développement économique	163	256 555	178	193	256 555	208	223	256 555	238			
Autres	164	1 933	179	194	1 933	209	224	1 933	239			
	165	831 026	180	195	831 026	210	1 100 225	829 926	240			
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 489 761	181	231 582 196	1 721 343	211	97 481 226	1 623 862	241		25	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	357 748	182	197	357 748	212	8 409 227	349 339	242			
Autres	168	316 051	183	198	316 051	213	228	316 051	243			
	169	2 163 560	184	231 582 199	2 395 142	214	105 890 229	2 289 252	244		25	
Réseau d'électricité												
	170		185	200		215	230		245			
	171	16 693 956	186	2 190 596 201	18 884 552	216	148 063 231	18 736 489	246		208 203	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 067 010	5 858 724
Frais de financement	4	46 865	
Autres	5		
	6	1 113 875	5 858 724

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Paola Hawa	51 445	16 216
Dana Chevalier	7 882	3 941
Ryan Young	7 882	3 941
Francis Juneau	6 637	3 318
Daniel Boyer	7 882	3 941
Yvan Labelle	7 882	3 941
Michel Boudreault	7 882	3 941

Note

Madame Hawa siège comme membre de l'agglomération de Montréal. Elle est vice-présidente de la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement et de la Commission sur l'examen des contrats. Elle est aussi membre de la Commission sur le transport et les travaux publics.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 880 336	2 007 216
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		318 150
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 880 336	2 325 366
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 085 794	1 180 965
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(179 702)	(192 295)
Activités d'investissement	6	(7 880)	(76 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 886 189)	(357 700)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	12 023	554 970
Solde à la fin de l'exercice	12	2 892 359	2 880 336
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	518 336	529 729
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	518 336	529 729
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(43 575)	(369 093)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 886 189	357 700
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 842 614	(11 393)
Solde à la fin de l'exercice	22	3 360 950	518 336
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 199 833	1 682 364
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 199 833	1 682 364
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	368 096	287 607
Activités d'investissement	27	(444 920)	(770 138)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(76 824)	(482 531)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 123 009	1 199 833

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (28 644)	(71 263)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (28 644)	(71 263)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36 59 358	42 619
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 ((30 714))	(28 644)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (7 315 927)	(2 988 357)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	(880 644)
Solde redressé au début de l'exercice	42 (7 315 927)	(3 869 001)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 3 336 011	(3 446 926)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46	
	47 3 336 011	(3 446 926)
Solde à la fin de l'exercice	48 (3 979 916)	(7 315 927)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 26 087 838	21 210 312
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50 30 480	561 230
Solde redressé au début de l'exercice	51 26 118 318	21 771 542
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (3 500 000)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	
Variation résiduelle de l'exercice	56 (455 725)	4 346 776
Solde à la fin de l'exercice	57 22 162 593	26 118 318

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [8] [9] [2] [7] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [9] [1] [0] [4] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[3] , [2] [7] [6] [9] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [7] [8] [5] [4] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] 2 [] 0 [] , [] 0 [] 0 []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] [] , [] [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] [] , [] [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification de l'eau au compteur	,6000	7	100 1ers mètres cubes
Facturation progressive - EAU	,7000	7	entre 100-200 m. cubes
	,8000	7	entre 200-300 m. cubes
	,9000	7	pour m3 excédant 300

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 949 201
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	9 949 201

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	500 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	25 867
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	525 867
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	525 867
	26	10 475 068

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	644 785
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 797
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	646 582

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 000 891
Cégeps et universités	7	1 958 800
Écoles primaires et secondaires	8	111 589
	9	3 071 280

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	3 717 862

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	128 020
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	128 020

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 845 882

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 508 229 965	X 5 0,8960	/100\$ 6 4 553 740				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 45 818 732	X 8 0,8513	/100\$ 9 390 055				
Immeubles non résidentiels	10 132 779 908	X 11 3,3932	/100\$ 12 4 505 488				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 15 456 000	X 20 1,7920	/100\$ 21 276 972				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 9 726 255	26 ()	27 ()	28 222 946	29 9 949 201
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12				
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18				
Autres 19	X	20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41				
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47				
Autres 48	X	49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="20"/> , <input type="text" value="00"/> \$
Égout	2	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> \$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification de l'eau au compteur	0,6000	7	100 1ers mètres cubes
Facturation progressive - EAU	0,7000	7	entre 100-200 m. cubes
	0,8000	7	entre 100-200 m. cubes
	0,9000	7	pour m3 excédant 300

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>10 475 068</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>10 475 068</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	10 475 068
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	.....
Total partiel		4	<u>10 475 068</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 354 919	.....
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....	10 <u>3 354 919</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	<u>7 120 149</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 7 120 149

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 702 284 605

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	1	3	9
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 558 670			446 737	390 055	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	4 558 670			446 737	390 055	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	4 553 739			9 949 201
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	25 867			25 867
Autres	13	500 000			500 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	5 079 606			10 475 068

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	19 095 513	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	852 800	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	200 000	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	984 642	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 109 rue Sainte-Anne
(no) (rue)
Sainte-Anne-de-Bellevue H9X 1M2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 457-5500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-6087
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@sadb.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Michael Finnerty

Téléphone (514) 457-6826
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-6087
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mfinnerty@sadb.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier Inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, Avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Michael Finnerty , atteste que le rapport financier de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sainte-Anne-de-Bellevue .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Anne-de-Bellevue consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Anne-de-Bellevue détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 2 217 457 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,9908 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-02 15:42:23

Date de transmission au Ministère : 2017/05/09